Le Secrétaire général
01 55 82 83 06
cabsg@cgt.fr

Monsieur Christophe CASTANER
Ministre de l'Intérieur
Hôtel de Beauvau
Place Beauvau
75008 PARIS

Montreuil, le 3 mai 2019

Monsieur le Ministre,

Suite à la manifestation parisienne du 1er mai, je tiens à vous confirmer officiellement des nombreux et graves problèmes auxquels a été confronté le cortège de la CGT. Je me limiterai à vous décrire les deux moments où j'ai été physiquement présent. Je suis arrivé à 13h30 sur le lieu de rendez-vous du carré de tête syndical situé à l'angle du boulevard du Montparnasse et de la rue Stanislas. Celle-ci était barrée par des CRS. J'ai donc été tout de suite identifié sur les lieux.

Ce lieu de rendez-vous était parfaitement identifié par la camionnette de l'Union Régionale d'Ile de France CGT surplombé d'un ballon également très visible. Les premiers camarades de notre « service d'ordre » étaient déjà en place. Vous le savez, ils portent tous un brassard rouge sur lequel figure CGT en gros. De nombreux journalistes étaient également présents pour le point presse.

Vers 14h00, il y a eu un mouvement de foule sur le boulevard devant l'endroit où nous situions et plusieurs personnes sont passées des deux côtés de notre cortège en courant. Quelques minutes plus tard, des grenades lacrymogènes et de désencerclement ont été tirées de la rue Stanislas vers le carré de tête, certaines parmi nos militants, d'autres sur la camionnette et sur le ballon. Des camarades ont également été atteints par les projectiles, une de mes camarades a été prise en charge par les équipes médicales. J'en ai moi-même reçu un à mes pieds.

C'est ensuite que les forces de l'ordre situées rue Stanislas ont chargé le « service d'ordre » de la CGT, dont je tiens à saluer le sang-froid, ce qui a permis d'éviter un affrontement plus violent. A ce moment-là, il n'y avait plus aucune personne entre les CRS et nous. Il a fallu crier à plusieurs reprises « CGT, CGT » pour que l'assaut prenne fin.

J'ai ensuite quitté ce lieu en direction de la gare Montparnasse. Quelques dizaines de mètres plus loin, j'ai effectivement été pris à partie par une dizaine d'individus vêtus de noirs, ce qu'on nomme des Blacks Blocs je suppose, et un de mes accompagnateurs a été violemment agressé.

J'ai rejoint le cortège au niveau de Port Royal vers 15h00 en prenant des rues adjacentes. A cette occasion, j'ai longuement discuté avec un gradé de la police nationale pour avoir l'autorisation de rentrer de nouveau sur le boulevard. Cela m'a permis d'évoquer avec lui les conditions de travail des forces de l'ordre - ils étaient sur place depuis 5h00 du matin- mais également de nombreuses incohérences dans le dispositif mis en place par la préfecture.

.../...

J'ai donc réintégré le cortège derrière la banderole de tête à l'entrée du boulevard Saint Marcel. La manifestation était ordonnée et le cortège de la CGT très bien identifié. A 16h30, à l'intersection de la rue Jeanne d'Arc, nous avons de nouveau subi d'importants jets de gaz, puis un assaut des forces de l'ordre, et un canon à eau est entré en action, ce qui a eu pour effet de séparer le carré de tête du reste du cortège. Avant cet instant, je n'avais noté aucun incident, ni aucun problème sur les trottoirs du boulevard quelque peu déserté par les manifestants.

J'ai définitivement quitté la manifestation par la rue Geoffroy Saint Hilaire pour me rendre à la Maison de la Radio.

Je le répète, j'ai vécu physiquement et en « première ligne » ces deux moments très violents. Depuis, j'ai eu de nombreux témoignages de mes camarades sur les multiples problèmes qu'ils ont rencontré, y compris pour accéder au cortège ou pour en sortir.

Je m'interroge comme toujours à l'issue de cette manifestation et comme je le fais depuis 2016 auprès de vos prédécesseurs ou ceux du Préfet de Paris, sur la cohérence ou plutôt l'incohérence des ordres qui sont donnés aux fonctionnaires de police qui sont sur le terrain et face la réalité des faits. Il est souvent plus confortable mais bien moins réaliste de commenter et de diriger de tels événements d'un poste de sécurité devant des écrans de contrôle.

J'avais eu l'occasion d'en faire la démonstration, sans peu de contradictions, lors d'une réunion avec Monsieur CAZENEUVE, en présence notamment du préfet de l'époque, du général en chef de la gendarmerie, du directeur général de la police nationale et de la directrice cheffe de l'inspection générale des services.

Vous avez personnellement et publiquement mis ma parole en doute, c'est pourquoi je vous demande l'ouverture d'une enquête administrative afin de faire toute la lumière sur les raisons qui ont conduit les forces de police à agir ainsi, mais surtout qui leur en a donné l'ordre. Je suis prêt à vous rencontrer pour vous fournir toutes preuves (photos, vidéos, témoignages ...) afin que cette enquête soit rapidement et correctement menée.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe MARTINEZ
Secrétaire général de la CGT